
Mettre à plat nos différends

L'origine du déclin socialiste en Flandre est à trouver notamment dans la manière dont le SP.A a traité les citoyens : comme des consommateurs. Le parti se trouve aujourd'hui face à un problème d'identité et de définition de son projet. Mais la misère wallonne n'est pas étrangère à la difficulté de tenir un discours de solidarité fédérale indispensable au maintien de la Belgique fédérale. Pour assurer son avenir, hors de toute négociation communautaire, des états généraux devraient mettre à plat le passé difficile entre Flamands et francophones, fait d'humiliation et de rancœurs.

LUC BARBÉ

Je voudrais faire une première remarque à propos de la façon dont vous définissez la « gauche ». Vous entendez « gauche classique », qui a trait au positionnement sur la ligne de clivage « capital-travail ». Or, à l'évidence, la nouvelle ligne de clivage passe par ce qu'on peut nommer « vivre ensemble ouvert-vivre ensemble fermé ». Deux exemples à ce sujet. D'une part, pendant des années, le droit de vote pour les habitants des pays non UE a régi l'agenda en Flandre, et l'adoption définitive d'un projet de loi au Parlement a été un moment historique. J'y reviendrai. D'autre part, l'acceptation ou le refus par les communes du port du voile par les employés communaux a été un sujet de débat important en Flandre. Dans les deux cas, il s'agit de problèmes irréductibles à la ligne de clivage « capital-travail ». Comment la gauche se positionne-t-elle maintenant dans ces débats ? C'est une question capitale. En effet, en Flandre, où le bien-être s'est accru au cours du XX^e siècle, la plupart des gens, y compris les électeurs de gauche, sont souvent plus touchés par ces enjeux que par les questions sociales classiques. Il n'est pas sûr que la crise actuelle y changera grand-chose.

HYPOTHÈSES IMPORTANTES DES AUTEURS

Les arguments pour la première hypothèse — la domination du catholicisme pendant des décennies — ne me convainquent pas. Je pense à un double exemple : la loi sur l'euthanasie, tout comme celle sur le mariage des homo-

sexuels, a été portée par une fraction de l'opinion bien plus grande en Flandre qu'en Belgique francophone. Voilà des illustrations limpides du fait que la plupart des Flamands sont au-delà de l'histoire catholique.

La deuxième hypothèse est bien intéressante. Le mouvement et le nationalisme flamands étaient et constituent en effet un mouvement de droite. Cela s'est encore renforcé au cours des dernières années. On peut dire que, pendant les vingt dernières années, il y avait deux forces mobilisatrices dominantes dans le paysage politique flamand : le néolibéralisme (il ne s'agit toutefois pas d'une force endogène, mais internationale) ; le nationalisme flamand. Celui-ci mobilise dans le discours une coalition particulièrement forte et brillante : politiques (dans beaucoup de partis), journalistes, leaders d'opinion, chefs d'entreprise, organisations de la société civile, intellectuels, etc. Il s'agit du « *winning team* » des dernières années, notamment du fait que sa relation des enjeux a été actualisée et recadrée à l'intérieur du courant néolibéral : « Plus de Flandre, c'est une question de logique économique. »

Sur ce sujet, les socialistes flamands se positionnaient très difficilement, et il en va encore ainsi aujourd'hui. Même si, depuis des années déjà, ils ont pris une orientation plus flamande, ils sont et restent le parti frère du PS, lequel est perçu par beaucoup de Flamands comme le grand responsable de la situation misérable de la Wallonie et comme hostile à leur égard. Pour Groen !, il en va autrement. Écolo est beaucoup mieux perçu en Flandre que le PS, et Groen ! ne s'est jamais profilé dans la compétition pour « être le meilleur Flamand ». Aujourd'hui, le profil du SP.A n'est pas clair. Au gouvernement flamand, il suit un « courant flamand », mais au Parlement national, son groupe émet souvent des « points de vue belgo-fédéraux ». Les électeurs n'apprécient pas ce genre de brouillard.

La troisième hypothèse est très pertinente. Le SP.A s'est prononcé pour le blairisme ; il a fait le choix de ce qu'on appelle la « troisième voie », ce qui était sans doute inévitable. Y avait-il une autre possibilité ? Faire le choix d'un socialisme à la PS aurait été suicidaire en Flandre. Frayer son propre chemin ? Pas facile. Pendant la période 1999-2003, la troisième voie était à la portée du SP.A, avec succès dans la presse et auprès du public. Mais ce n'est pas sans mal qu'on mange à la table des grands seigneurs. Peut-être le flirt a-t-il été trop loin ? Peut-être, après un temps, le SP.A a-t-il été associé au courant néolibéral de ces dix dernières années ? Cette référence était sans doute réjouissante pour les gagnants de la mondialisation néolibérale (lesquels pouvaient pourtant aussi bien voter VLD que CD&V), mais que devaient faire les perdants ? Ils ne se reconnaissaient plus dans le SP.A. Certes, la troisième voie charriait une forte croissance économique, mais, pour les électeurs du SP.A, certaines questions étaient plus importantes. Les « Turcs et les Marocains » obtiendront-ils ou non le droit de vote ? Devons-nous continuer à payer « pour les Wallons » ? Les autres partis, eux, apportaient des réponses à ces questions.

La quatrième hypothèse concernant l'échec de l'alliance de gauche me semble à côté de la question. Cette alliance n'existe pas non plus en Hollande

ou en Allemagne, où la gauche est encore plus diversifiée qu'en Flandre, alors qu'elle obtient une proportion de voix deux fois plus élevée dans ces pays voisins. D'ailleurs, une telle alliance existe-t-elle en Belgique francophone ? Le recul du SP.A ne peut donc être attribué au défaut d'une alliance avec Groen ! Je pense qu'il est urgent que le SP.A revoie sa relation avec Groen ! En 2003-2004, quand Agalev était plongé dans une crise profonde, de gros bonnets du SP.A disaient publiquement que ce n'était pas grave, au contraire, que point n'était besoin en Flandre d'un parti vert spécifique, puisque que le SP.A défendrait bien les enjeux écologiques. Funeste stratégie. Les dirigeants verts n'ont jamais rien dit de pareil du SP.A. Ce dernier était-il bien avisé d'espérer (voire de tendre à) une disparition de Groen ? Ce faisant, a-t-il renforcé ou affaibli la gauche ?

TROIS AUTRES ÉLÉMENTS À APPORTER DANS LA DISCUSSION

Je pense que le SP.A a perdu beaucoup d'électeurs et de son aire de pénétration en approuvant le « droit de vote des migrants ». Il y va ici d'un dossier qui concerne des droits constitutionnels élémentaires. La Constitution ne requiert pas de « double majorité » en la matière (majorité des deux côtés, francophone et néerlandophone). Mais si on se place au point de vue de la société, c'est indiqué pour un dossier aussi important, et c'est même une des lois non écrites dans ce pays. Pendant les cinquante dernières années, notre Parlement n'a presque jamais approuvé une proposition de loi pour laquelle il n'y avait pas de majorité, que ce soit du côté francophone ou néerlandophone ; quand cela s'est produit malgré tout (vote de la proposition de loi BHV en commission), les choses ont été de travers.

Or, dans le dossier du droit de vote des migrants, il n'y avait aucune majorité au Parlement du côté néerlandophone. En Flandre, cela a constitué un choc : une question aussi sensible et élémentaire a été tranchée sans majorité côté néerlandophone, et avec l'accord du SP.A ! Comprenons-nous bien. Pour moi, cette loi est l'évidence même et aurait dû voir le jour vingt ans plus tôt. À mon avis, le prix que son arrière-ban classique de travailleurs a fait payer au SP.A est particulièrement élevé. C'est notamment en raison de ce dossier que les électeurs se sont tournés massivement vers le Vlaams Blok, et plus tard vers la LDD. Et le SP.A n'a jamais clarifié son attitude dans des dossiers « nouvelle ligne de clivage » de ce genre. Prenons maintenant le port du voile par des fonctionnaires communales. À Anvers, le bourgmestre Janssens met son point d'honneur à l'interdire ; les bourgmestres socialistes le permettent à Louvain et à Gand. Quelle position faut-il avoir face à cette situation ? À l'heure actuelle, un parti se doit d'avoir une position argumentée au sujet de ces « questions de vivre ensemble ». Pour beaucoup de gens, elles sont plus importantes que, par exemple, les discussions sur l'opportunité de créer une banque d'État, sur la politique de mise au travail ou les salaires exorbitants des tops managers.

Un deuxième point, quelque peu perdu de vue côté francophone, c'est que, pendant dix-neuf ans, le SP.A a participé à des gouvernements de centre-gau-

che à l'échelon fédéral, pendant que, côté flamand, la majorité des électeurs se situait au centre-droit. Au cours de cette période, la tension entre le profil des électeurs et la composition et l'orientation du gouvernement a atteint un seuil de cassure. Quelqu'un a payé le prix : le SP.A.

Brièvement, une dernière remarque au sujet de « électeurs » et « consommateurs ». Comme ministre, Freya Vandebossche s'est durement profilée dans la défense des consommateurs. La protection des consommateurs est certes un dossier important. Mais on peut aussi considérer le choix de ce créneau comme typique de la façon dont le SP.A a traité ses électeurs pendant de longues années : comme des consommateurs (de politique). Il a donc fallu faire intervenir les meilleurs spécialistes du marketing (sur la base d'études, ceux-ci prétendent, par exemple, que des interventions sur les dossiers internationaux ne pouvaient rien rapporter au SP.A, et donc celui-ci s'en abstint). Le recours à une expertise de marketing n'est pas à exclure a priori. Mais les électeurs et les citoyens ne furent-ils pas excessivement traités comme des consommateurs ? De plus, les consommateurs peuvent se montrer quelque peu capricieux. Aujourd'hui chez Aldi, demain chez Colruyt. Aujourd'hui le SP.A, demain l'Open-VLD, le CD&V ou Groen !

OU EN SOMMES-NOUS AUJOURD'HUI ?

Sur trois terrains, je ne discerne pas de ligne claire au SP.A. Socioéconomique : oui ou non, a-t-il enterré le blairisme ? Et quelle est l'alternative ? Sur le plan communautaire : une Flandre, ou une Belgique plus forte (et le SP.A ne parviendra pas à s'en tirer comme Verhofstadt avec un discours en « et... et... »). Sur les problèmes de coexistence, comme le voile et la politique d'asile.

Au SP.A, l'heure est donc à un profond examen de conscience, bref à des états généraux internes : qui sommes-nous ? Quel est notre projet ? Quels sont nos alliés et nos adversaires ? Aussi longtemps que cet exercice ne sera pas fait, je suis plutôt pessimiste à son sujet (ce que je regrette pour ma part, soyons clairs). Les dégâts peuvent être limités par une campagne électorale étincelante, mais le cap des 20 % et plus me semble tout sauf évident.

LES PROBLÈMES INSTITUTIONNELS ET COMMUNAUTAIRES

J'en viens maintenant à la deuxième partie de ce texte, en m'arrêtant d'abord au survol des forces centrifuges dans ce pays. Je trouve le texte très unilatéral car rien n'est dit des forces centrifuges du côté francophone. Et il y en a, du moins dans la perception de la plupart des Flamands (et c'est ce fait qui importe). En premier lieu, il y a la situation socioéconomique dramatique en Wallonie. Le dernier rapport du Conseil économique et social de la Région wallonne en fait une fois de plus le constat. Les chiffres concernant le chômage et la pauvreté sont à pleurer. Un Wallon sur six vit sous le seuil de pauvreté. Un tiers

des minimexés wallons est âgé de moins de vingt-cinq ans. Et ainsi de suite, en parcourant les pages. L'impression se confirme quand on fait la comparaison avec les autres régions d'Europe: il faut s'éloigner de centaines de kilomètres pour trouver une telle misère. D'où cela vient-il? Du départ des barons de l'acier et de la houille? Mais des décennies se sont écoulées depuis lors et d'autres régions qui ont connu le même sort — regardons seulement le Nord de la France — font bien mieux que la Wallonie. De l'impitoyable néolibéralisme? Non, justement, nombre de régions sont devenues plus riches (maintenant, elles paient parfois la facture, mais c'est une autre question). Des Flamands qui flouent le fédéral et tirent la couverture à eux? Dans ce cas, les politiciens francophones seraient bien incapables, ce qu'on peut mettre en doute.

Comment peut-on expliquer ce drame? Je pense que c'est la question la plus importante pour les hommes politiques wallons des prochaines années. Si les causes sont claires, les remèdes émergeront d'eux-mêmes. Certes, le plan Marshall existe et offre de nouvelles perspectives. Mais pour en finir avec les données socioéconomiques dramatiques de la Wallonie, il faut une rupture, qui ne se produit pas. Les changements sont bien trop lents. C'est catastrophique, en premier lieu pour les dizaines de milliers de Wallons qui seront donc encore dépourvus de perspectives pour des années. En second lieu, c'est calamiteux pour la Belgique fédérale car il devient chaque année plus difficile de plaider pour une Belgique fédérale solidaire. La plupart des Flamands veulent sauvegarder la solidarité dans ce pays, mais ils sont de plus en plus nombreux, à gauche également, à se demander pourquoi la Wallonie met si longtemps à démarrer. En Belgique francophone, on ne semble pas s'en rendre compte à gauche. Voyez-vous que nous sommes placés devant un dilemme? Si nous plaidons pour une solidarité inconditionnelle avec la Wallonie, nous devenons encore moins crédibles en Flandre et nous nous affaiblissons. Et si on se risque à dire que certains hommes politiques wallons ont une certaine responsabilité dans la débâcle actuelle, alors la droite flamande applaudit car on lui donne raison. Soyons clairs: la sécurité sociale doit rester fédérale et être renforcée et étendue. Je suis pour le maintien de la Belgique fédérale. Mais l'absence de rupture en Wallonie rend ce type de discours chaque fois plus ardu.

Je me risque à une prévision: si le prochain gouvernement wallon ne travaille pas à cette rupture, alors la gauche flamande pourrait poser un ultimatum en ce qui concerne la solidarité interrégionale (non point interpersonnelle). Au sens de « encore dix ans et c'est fini » (et oui, la Flandre de gauche n'aura aucun problème à ce qu'on tienne compte de l'impact budgétaire des navetteurs vers Bruxelles). Réfuter ce pronostic comme « chantage des Flamands égoïstes abreuvés de néolibéralisme », cela me semble une appréciation totalement fautive des évolutions des dernières années en Flandre. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, le SP.A ne va et ne veut pas aller au gouvernement fédéral avec le PS. N'est-ce quand même pas un indicateur important de ce qu'un nouveau chapitre a débuté dans les relations entre la gauche en Flandre et son homologue francophone belge?

La seconde force centrifuge côté francophone, c'est le FDF d'Olivier Maingain. Le parti, qui prétend être attaché à la solidarité de la Belgique fédérale, mais en est un fossoyeur. Par des provocations sans fin, le dédain pour les Flamands, les machinations communautaires et l'interprétation à la carte des sentences du Conseil d'État et de la Cour constitutionnelle. Quand une décision du Conseil d'État déplaît au FDF, il est censé être sous l'influence des flamingants. Quand elle est au goût du FDF, chacun doit respecter l'arrêt. Ce comportement est mortel pour l'État de droit. Certes, du côté flamand, il arrive aussi qu'on se joue de la Cour constitutionnelle (voir l'arrêté BHV), que l'on fasse de l'agitation et de la provocation. Mais il en va donc de même côté francophone. S'il vous plaît, ne mettez pas mon affirmation au panier comme « conséquence d'un passé non digéré de domination francophone ». Analysez seulement les textes et les interventions du FDF et demandez-vous quels mots et quelles expressions conduisent à une nouvelle pacification communautaire, et lesquels suscitent encore plus de tensions. Cela n'a rien d'étonnant : le FDF vit de ces tensions, elles lui attirent autant d'électeurs. Est-ce que je mets en doute qu'ils aient le droit de défendre les francophones ? Non, c'est leur droit. Je constate qu'ils sont une force centrifuge dans ce pays ; aux francophones d'en tirer ou non les conclusions.

À ce propos, je tiens encore à exprimer mon étonnement à propos de ce qui suit. Pendant les cinq dernières années, concernant toutes les questions qui se sont posées dans les six communes à facilités de la périphérie bruxelloise, les quatre partis francophones, cohérents et unanimes, ont constitué un véritable front. C'est leur droit. Et quelle bonne nouvelle pour les habitants de ces communes, indépendamment de la question de savoir si leurs revendications sont justes. Ils sont quand même particulièrement favorisés sur le plan socio-économique, en comparaison avec des dizaines de milliers d'habitants de Liège, Charleroi ou Mons... Ces milliers de Wallons qui rencontrent des difficultés bien plus grandes n'ont *jamais* pu compter sur un front solide des quatre partis francophones pour prendre leurs problèmes à bras-le-corps. N'est-ce pas regrettable ? Comment se fait-il que les politiques wallons marchent dans une telle logique ? Non, mon propos n'est pas de diviser le front ou d'allumer la mèche entre Wallons et Bruxellois francophones. Je constate et exprime mon étonnement.

COMMENT ALLER DE L'AVANT SUR LE PLAN COMMUNAUTAIRE ?

Livrons-nous à un essai de scénario. Après les élections, nous enfermons les huit présidents de partis-démocrates-chrétiens, socialistes, libéraux et verts-à Val Duchesse (avec des conseillers en suffisance, mais sans contact avec la presse et sans téléphones portables). Leur tâche : conclure un nouvel accord communautaire. S'ils ne réussissent pas, ils bénéficient d'une semaine supplémentaire (et de nouveau à manger et à boire). Après cela, s'il n'y a encore aucun accord, des élections fédérales doivent avoir lieu et l'électeur a de nouveau son mot à dire. En cas de réussite d'une telle méthode, le résultat serait-il un accord d'envergure comme en 1980 ? Je ne suis pas sûr que les esprits sont

déjà mûrs à cet effet. Certes, si nous entrons dans une récession économique de longue durée, un tel accord surviendra rapidement, du fait qu'il sera imposé par des facteurs externes. Si, pendant les années à venir, les Flamands perdent, par exemple 20-30 % de leur bien-être, ce qui n'est pas à exclure, la pression sur nos mécanismes de solidarité risque de devenir particulièrement intense. « Pourquoi partager encore avec les Wallons ? », entendra-t-on alors.

Maintenant, en dehors de tout tour de piste communautaire, je lancerais de toute façon des espèces d'états généraux portant sur le passé non digéré de ce pays. Une bonne fois, mettons tout sur la table, longuement et profondément : à propos de l'humiliation des Flamands par les francophones et de ceux-ci par les Flamands, de la collaboration au Nord et au Sud, de la répression, de la question linguistique, etc. Un honnête « travail de mémoire », accompagné scientifiquement, pour lequel, sereinement, nous prenons tout le temps. Sans savoir comment et où nous atterrirons. Tant que nous n'aurons pas mené à bien ce processus, nous allons charrier traumatismes et frustrations, qui rendent très difficile la créativité pour trouver de nouvelles solutions et réinventer cette Belgique fédérale.

LES CINQ PROPOSITIONS

En ce qui concerne les propositions concrètes (circonscription fédérale, fédéralisme à 3+1, etc.), je suis d'accord, sauf sur deux points.

On ne résoudra pas les problèmes communautaires avec des référendums dans les communes à facilités. Justement, ce qui fait l'intérêt spécifique de ce pays, c'est que nous cherchons à dépasser les arbitrages majorité contre minorité par des solutions créatives (qui sont hélas parfois coûteuses). De plus, ce ne serait pas correct de laisser jouer la majorité dans cet unique dossier et pas dans d'autres (par exemple, l'adoption des propositions de loi au niveau fédéral).

J'ai aussi des problèmes avec le texte sur Bruxelles. Oui, cette ville est scandaleusement dévalorisée dans ce pays. Mais elle a aussi sa part de responsabilité dans le malaise. Pourquoi l'accompagnement des chômeurs (compétence régionale !) a-t-il été catastrophique pendant vingt ans à Bruxelles, avec une augmentation si dramatique du chômage ? Pourquoi à Bruxelles, où il y a tant de niveaux de pouvoir, faut-il encore ériger d'innombrables asbl, ce qui rend encore plus difficile une gouvernance bonne et transparente et complique la participation du citoyen et de la société civile à la conduite des affaires ? Donc, oui, Bruxelles mérite davantage de la part des autres autorités du pays, mais il est aussi temps d'organiser un grand débat concernant l'organisation interne sur le plan de la gouvernance. Dans l'intérêt de Bruxelles et de tous les Bruxellois, dans celui de la Flandre, de la Wallonie et de la Belgique fédérale. ■

Traduction : Paul Gérardin